

# ÉCOLOGIE

pour une approche *réellement* progressiste



**Pascal Acot, Francis Arzulier, Bruno Drweski,  
Pierre Lenormand, Guillaume Suing**

## Table des matières

<b>Dialogue sur l'Environnement, l'Écologie et le Climat -Compte rendu des débats des Estivales de l'ANC. ....</b>	<b>2</b>
<b>En finir avec la climatologie polititienne ! - <i>Pascal Acot (CNRS)</i>.....</b>	<b>5</b>
<b>Retrouvons dans l'héritage du camp socialiste réel les solutions qui permettent de protéger notre environnement du capitalisme destructeur - <i>Guillaume Suing (ANC)</i> .....</b>	<b>13</b>
<b>Derrière l'écran de fumée « écolobobo » se pose la vraie question : reterritorialisation planifiée - <i>Bruno Drweski (ANC)</i> .....</b>	<b>19</b>
<b>Agriculture : changeons le système ! - <i>Pierre Lenormand (ANC)</i>.....</b>	<b>26</b>
<b>Les mobilités, un idéal de société ? - <i>Francis Arzalier (ANC)</i>.....</b>	<b>33</b>
<b>Les Brochures déjà publiées par l'ANC. ....</b>	<b>40</b>

# Été 2019 - Estivales de l'ANC à Saint-Amand Roche Savines.

**En juillet 2019, les adhérents de l'ANC, réunis en Estivales, ont consacré une après-midi à débattre des questions de climat, d'écologie et d'environnement. Ils sont parvenus à quelques conclusions :**

Le climat, certes évolue, il l'a fait tout au long de l'histoire de la Terre et des Hommes. Mais le rôle d'une organisation politique comme l'ANC n'est pas de trancher dans un débat sur les causes de cette évolution, qui relève des scientifiques. Un débat qui doit se poursuivre entre eux, contrairement aux assertions incessantes des médias asservis au Capital, aux dogmes libéraux et à l'Impérialisme Occidental, qui affirme que le dérèglement climatique est exclusivement dû aux activités humaines...



L'ANC doit combattre sans concessions cette dogmatique quasiment religieuse,

libérale, et anti scientifique, issue de l'Écologisme politique, genre Cohn Bendit. Les alliances électoralistes du PCF avec cette mouvance ont beaucoup favorisé la désindustrialisation de la France. Elles relèvent de l'opportunisme autant que celles avec le PS. Bien-sûr, cela n'interdit pas une alliance ponctuelle avec DES écologistes pour une action anti-libérale, par exemple la défense du train des PO à Rungis, qu'on veut remplacer par des camions privés, ou contre la destruction de la forêt amazonienne au profit de l'agriculture spéculative.

L'ANC doit aussi valoriser l'engagement des États à économie socialiste pour l'environnement, Cuba ou la Chine, contre la désinformation organisée par nos médias. Sans toutefois laisser croire que l'économie Socialiste, qui est nécessaire à la lutte pour l'environnement et le climat, est suffisante pour résoudre magiquement tous les problèmes. L'économie de profit capitaliste, en tout cas, lui est antinomique.

L'ANC, si elle veut convaincre, ne doit pas se limiter à une approche théorique de ces problèmes majeurs, mais réfléchir à des propositions concrètes, des pistes de réflexion qui nourrissent les luttes contre le Capitalisme en matière d'environnement, ce qui est bien plus large que les seules questions climatiques.

Oui, l'environnement est une question prioritaire, elle détermine les modes d'existence des peuples, y compris des plus jeunes de nos contemporains, et les Communistes doivent être au premier rang sur ce front de luttes.

Mais pas en faisant chorus avec les médias aux ordres, qui ignorent délibérément ce qui en est pourtant l'essentiel, les conditions de vie quotidienne et de travail. Au lieu de cela, ils assèment jour et nuit un discours obsédant sur le climat et son réchauffement, provoqué selon eux par les activités productives de l'homme, et répandent la peur d'un cataclysme mondial inexorable, notamment dans la jeunesse.

Ce fut le leitmotiv de la récente communication du GIEC, qui n'est pas malgré leurs affirmations, LA vérité scientifique, mais un organisme "d'experts" dépendant de gouvernements.

Et la dernière session de l'Assemblée Générale de l'ONU a cautionné ce discours apocalyptique irrationnel en applaudissant hypocritement la jeune égérie médiatique Greta Thunberg, qui a porté plainte contre certains États pour "inertie climatique", à l'exclusion (est-ce bien étonnant ?) des USA, dirigeants de l'Impérialisme le plus puissant, et grand pollueur universel.

Et pour en rester à la France, l'incendie survenu en septembre à l'usine Lubrizol de Rouen, et ses suites, démontre le gouffre séparant le discours de Macron, qui se prétend le chevalier blanc mondial de l'écologie, et la réalité, qui relève souvent de l'inconscience et du déni officiels, quant aux risques environnementaux pour la population.

Ce relevé de conclusions n'est pas pour l'ANC une fin, mais au contraire le début d'une discussion approfondie sur ces questions. C'est dans ce but qu'a été publiée cette brochure, qui réunit les contributions de quelques militants de l'Association Nationale des Communistes, et le texte de l'historien du climat Pascal Acot, que nous remercions de sa participation.

## En finir avec la climatologie politicienne !

---

L'hystérie « climatomaniaque » ne cesse de battre des records : voici maintenant « la fin du monde » souvent évoquée dans la presse, qui se veut désormais capable d'assigner une date à la catastrophe. En ce moment, c'est le XXI<sup>e</sup> siècle qui tient la corde. On a même inventé une « science de l'effondrement du monde » : la « collapsologie », et un verbe : « collapser » (sic). Mais c'est avec la jeune Greta Thunberg que l'on touche le fond. Cette jeune fille de 16 ans inspire dans certains pays avancés la grève « climatique » de nombreux lycéens. Hélas ! ils fondent leurs certitudes sur une prétendue unanimité des climatologues. Or même si cette unanimité était avérée, l'argument serait irrecevable car l'unanimité n'a rien à voir avec la vérité. N'est-ce pas Charles Darwin (1809-1882), grand scientifique s'il en fut, qui fit quasiment l'unanimité en affirmant qu'il convenait de placer dans l'échelle des êtres certains « peuples inférieurs » entre les singes anthropomorphes et les êtres humains « civilisés » ?

Notons que le discours habituel de Greta Thunberg est stupéfiant de naïveté. En voici la structure :

1. La science, c'est la vérité (sic).
2. Le discours climatologique du GIEC est le seul à être scientifique (donc le seul à être vrai !).
3. Il s'ensuit que les critiques formulées à l'égard du GIEC ne doivent pas être prises en compte puisqu'elles ne sont pas vraies. Difficile de descendre si bas. Quand tu auras passé ton bac, Greta, tu ne confondras plus, je l'espère, une pétition de principe avec un

raisonnement valide. Jadis, en Lorraine, Jeanne d'Arc (c. 1412-1431), qui avait à peu près le même âge que Greta Thunberg, entendait « des voix ». Une autre

ado un peu allumée, Bernadette Soubirous (1844-1879), voyait de temps en temps la « Vierge Marie ».

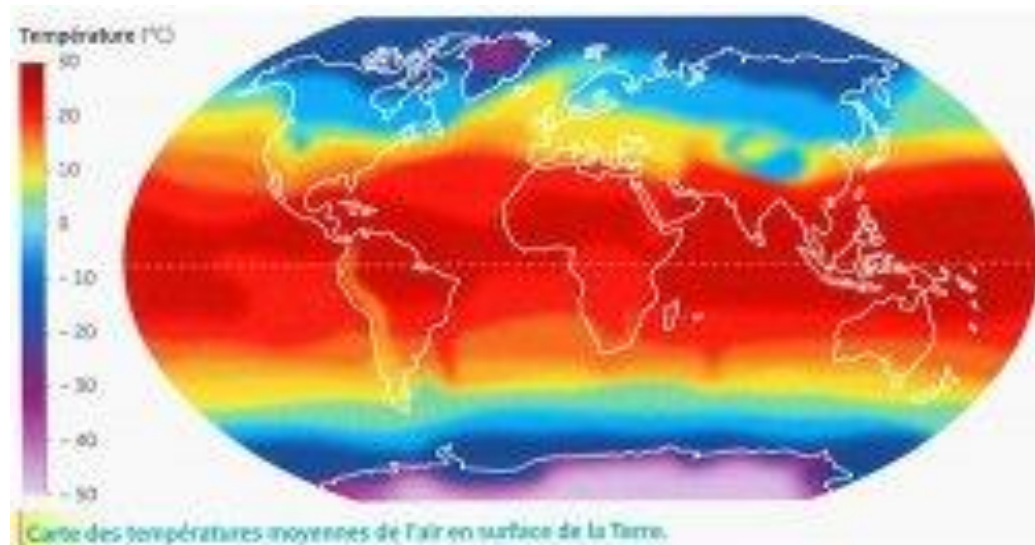
Mais l'adolescente suédoise n'a rien à leur envier : c'est également l'invisible qu'elle voit. Ses capacités hors du commun lui permettraient de percevoir visuellement le CO2 dans l'atmosphère, écrivait fièrement sa mère ! Il est sans importance que ses visions soient souvent ravalées au rang de simples métaphores : il suffit de savoir que la voyante extra-lucide a été faite Docteur honoris causa de l'Université de Mons (en Belgique), que son nom est fréquemment cité comme possible Prix Nobel de la Paix et qu'elle a récemment navigué vers le siège des Nations-Unies sur un bateau « zéro-carbone... »  
Quelle farce !

Quant aux députés de la République française qui ont récemment assisté à la prestation de l'adolescente, ils ont une fois de plus ridiculisé leur écharpe en reculant dans le spectacle une question qui aurait mérité infiniment mieux.

Cela dit, après plus de quinze années de stabilité de la température moyenne sur la Terre (chiffre du GIEC, en anglais IPCC – International Panel on Climate Change) et après plusieurs scandales qui ont affaibli la crédibilité de cette agence des Nations-Unies, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent désormais contre les thèses

dominantes sur le réchauffement climatique.

Afin d'éviter toute polémique, il existe une méthode simple pour tester la validité des arguments qui annoncent un réchauffement dramatique causé par les émissions de gaz à effet de serre (GES) dues aux activités humaines. Il s'agit de poser des questions précises et d'attendre





des réponses qui se départiraient des insultes habituelles : les « climato-réalistes » ou « climato-critiques » sont fréquemment traités de « climatosceptiques », de « soutiens de Donald Trump et de Jair Bolsonaro », de « populistes » et même de « négationnistes ».

La première question est celle de la cause des réchauffements climatiques préindustriels rapides. Ainsi, entre 1550 et 1850, le climat est détérioré par rapport à l'optimum médiéval graduellement installé à partir du XIe siècle. L'expression « Petit âge glaciaire » est souvent utilisée pour qualifier cette période moins clémente que la précédente. Emmanuel Le Roy Ladurie, fondateur majeur de la climatologie historique, a montré que deux réchauffements pré-industriels rapides et provisoires ont marqué le petit âge glaciaire.

Dès lors, pour quelles raisons scientifiques le réchauffement actuel est-il désormais exclusivement attribué aux activités humaines ?

Les causes « pré-industrielles » auraient-elles cessé d'agir ? et pourquoi ?

L'activité solaire a été évoquée, mais la vérification rigoureuse de cette hypothèse est impossible en raison du caractère primitif des

technologies d'observations solaires au XVIe siècle.

Le volcanisme a également été mis en cause.

Or, en règle générale, les éruptions majeures entraînent un refroidissement (et non un réchauffement) du globe pouvant atteindre plusieurs degrés centigrades. L'hypothèse d'un effet de serre augmenté par les poussières volcaniques dans la haute atmosphère, phénomène qui serait strictement « naturel », est à ma connaissance ignorée dans les rapports du GIEC-IPCC.

La seconde question qu'il convient de poser en matière de changement climatique, porte sur le recul spectaculaire des glaciers. Pourtant, les glaciologues considèrent que ce recul est principalement lié au manque de neige hivernal lié à un déficit de pluviosité plutôt qu'à l'augmentation des chaleurs estivales.

Dans ce cas, pourquoi avancer exclusivement l'augmentation de la température « moyenne » du globe ?

Surtout que le GIEC-IPCC a retenu le chiffre de 0,7°C en cent-vingt ans (1860-1980), ce qui revient à se tirer une balle dans le pied : ce chiffre dérisoire (puisque l'augmentation est mesurée à partir de la fin du

petit âge glaciaire), suffirait-il à expliquer les reculs actuellement constatés ? D'autant que ces reculs sont un simple retour aux langues glaciaires de l'optimum médiéval antérieur.

Pour ce qui concerne les conséquences sur la faune du recul des glaces de l'arctique, il convient de s'abreuver à des sources sérieuses : ainsi, entre 1950 et aujourd'hui, la population des ours blancs est passée de 6 000 à plus de 20 000 individus. On se prend à souhaiter que toutes les espèces en voie de disparition de la planète connaissent une telle réussite populationnelle.



Et si l'on met en cause la baisse de la pression de chasse, l'argument du réchauffement perd de sa pertinence.

On aimerait aussi que les vidéos de vêlages spectaculaires comme celui du glacier d'Illulissat au Groënland cessent de laisser entendre qu'il

s'agirait de conséquences inhabituelles du réchauffement : ces extraordinaires vêlages sont observés tous les ans depuis le XVIIIe siècle. J'ai ainsi eu l'occasion d'observer plusieurs effondrements en mer d'éléments de la langue terminale de ce même glacier, à une époque où le réchauffement climatique était loin d'être à l'ordre du jour médiatique.

Passons sur le fait qu'un rapport du GIEC-IPCC (4e rapport, Groupe II, résumé technique) datant de 2007 indiquait que les glaciers de l'Himalaya « *pourraient disparaître d'ici 2035, voire avant* ». Cette estimation ahurissante pour les glaciologues sérieux fut reprise à la fin de l'année 2009 dans le cadre de la préparation de la Conférence de Copenhague et de sa médiatisation catastrophiste du réchauffement climatique. Il fallut attendre janvier 2010 pour que l'IPCC reconnaisse son « erreur », liée au fait que les règles de validation des travaux scientifiques n'auraient pas été observées.

Quant à l'estimation de la superficie des glaciers himalayens, les chiffres les plus fantaisistes continuent de circuler. Il convient également de noter que le GIEC est maintenant dirigé par le sud-coréen Hoesung Lee, qui n'est pas du tout



climatologue, mais économiste et qui a commencé sa carrière en 1975 dans le développement stratégique et la planification des affaires de la compagnie pétrolière Exxon ! Rappelons que son prédécesseur, Rajendra Pachauri, était ingénieur des chemins de fer.

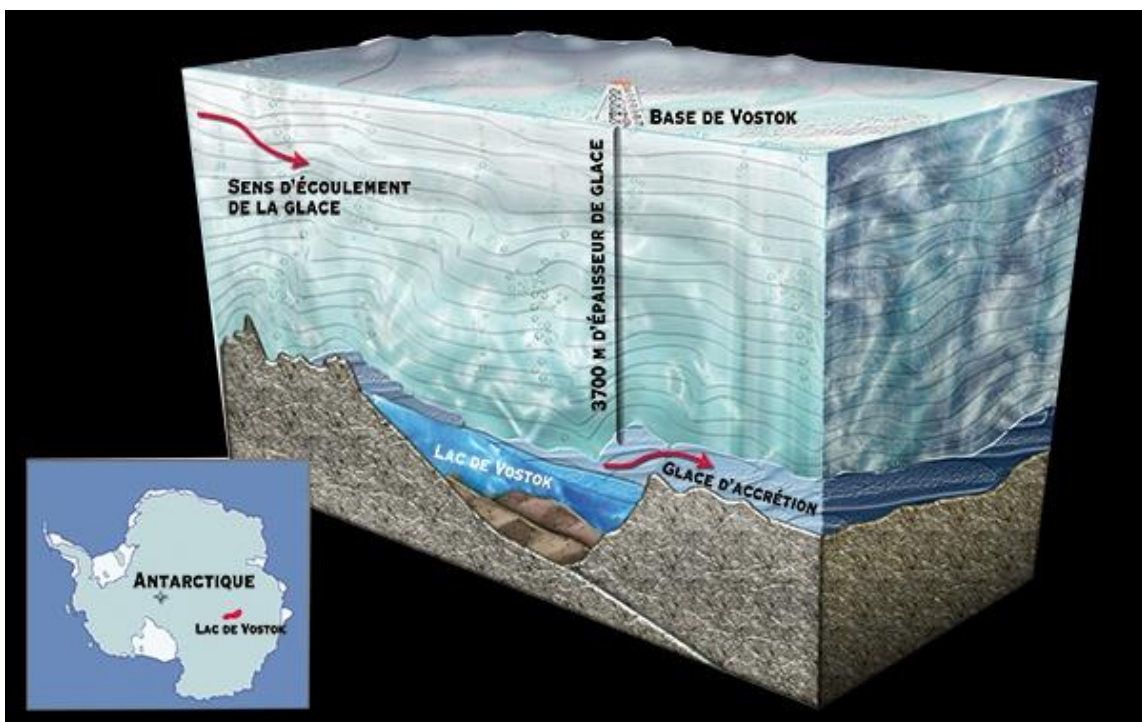
La troisième question porte sur la préférence accordée, par les défenseurs de la thèse officielle, au CO2 d'origine humaine (3,6 % seulement des émissions totales de CO2). Ces émissions se répartissent ainsi : 40 % proviennent des océans et 56 % des forêts.

A noter que la vapeur d'eau représente 95 % de tous les GES. Enfin, le taux de CO2 dans l'atmosphère existe seulement à

Certes, des causes apparemment dérisoires peuvent produire de grands effets mais encore faudrait-il montrer sur quelles bases scientifiquement rigoureuses sont estimés les rejets dûs aux seules activités humaines.



Les questions qui précèdent en soulèvent une autre, qui pèse lourd : comment l'idée d'un



l'état de « traces » (0,037 %).

réchauffement cataclysmique

d'origine anthropique peut-elle avoir tant de succès alors qu'aucune preuve n'a jamais été présentée pour l'étayer, et que les « experts » de l'IPCC ont depuis toujours balayé d'un revers de main les nombreuses analyses critiques de ce qui pourrait bien devenir un jour un dogme sans fondement ?

Un point revêt une certaine importance : il est impossible d'incriminer les êtres humains dans le processus « naturel » de changements climatiques qui a été mis en évidence pendant les 420 000 dernières années par les carottages du forage de Vostok (1999) en Antarctique (avec, pendant cette période, des moments de forte concentration de GES).

Si ce processus multimillénaire est encore à l'œuvre, on ne peut lever la moindre taxe supplémentaire puisqu'il est impossible de taxer « la nature ». En revanche, c'est possible dans un cadre climatologique où les activités humaines fortement carbonées sont retenues comme cause majeure du réchauffement actuel, ce qui est aujourd'hui (comme par hasard) le dogme dominant. Demandons-nous pourquoi ?

Un retour sur l'idée « d'économie verte » permet de répondre à cette question.

Cette idée a été développée par la banque Goldman Sachs qui, à partir de 2002, a investi des milliards de dollars dans les investissements « écologiques ». Cinq ans plus tard, Barack Obama s'en est emparé pour l'intégrer à sa campagne pour la présidence des États-Unis, lui donnant ainsi un puissant essor idéologique. Les géants du bâtiment et des Travaux Publics, également champions de l'isolation, se sont alors lancés dans l'aventure afin de profiter de la manne. Le juteux marché des éoliennes, machines à produire peu d'électricité et seulement quand il y a du vent, a également séduit quelques financiers. Et les panneaux photovoltaïques ont été longtemps tenus pour prometteurs en matière d'économie verte... jusqu'à ce que la Chine s'empare de 95 % du marché européen.

Or l'idée d'économie verte continue à servir de catalyseur idéologique pour « sauver la planète » en laissant espérer au plus grand nombre qu'elle représente la solution miracle aux maux dont souffre la Terre et les pauvres qui l'habitent, c'est-à-dire le plus grand nombre.

Au fait, un grand communicant et « startupper »<sup>1</sup> en matière d'économie verte nommé Ingmar Rentzhog est l'une des personnes influentes qui sont derrière Greta Thunberg.

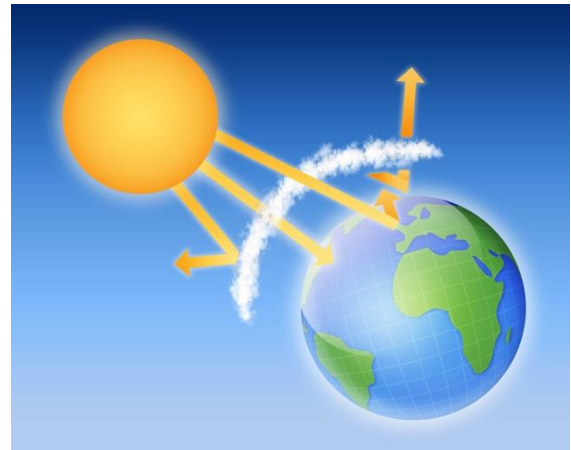
Et n'oublions jamais que le GIEC a été créé en novembre 1988 à la demande du G7 (vous avez bien lu !), par deux organismes de l'ONU : l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) et le Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUE).

L'hystérie médiatique actuelle est donc en train de précipiter le rationalisme dans l'abîme.

L'argument des « réchauffistes », décliné sous toutes les formes, est toujours le même : « La climatologie, c'est-à-dire le GIEC, a prouvé que le réchauffement climatique actuel est causé par les activités humaines. » Or cette affirmation est un mensonge : le GIEC est loin d'être La Science.

Pour mieux servir la cause du réchauffement climatique d'origine humaine, le GIEC a écarté de ses rangs les milliers de climatologues authentiques qui s'interrogent sur le bien-fondé du discours

climatologique devenu dominant. Ainsi, après que le GIEC eut prédit la fonte imminente des glaciers himalayens sans aucune preuve scientifique sérieuse, il fut accusé non seulement de sensationnalisme par les scientifiques mais aussi par les médias.



En février 2010, le Secrétaire général de l'ONU de l'époque, Ban Ki-Moon qui, d'après mes connaissances, n'avait aucune compétence scientifique, a envoyé un message au Forum ministériel mondial sur l'environnement à Bali, exhortant ministres et experts de l'environnement présents à ignorer les thèses de ceux qui doutent des dangers du changement climatique : « *Dites au monde que vous considérez unanimement que le changement climatique est un danger évident et actuel.* »

---

<sup>1</sup> Un startupper est tout simplement un créateur de startup ou une personne ayant travaillé ou évolué au sein d'une startup.

Où est la science dans tout cela ? Aux oubliettes. Ainsi, par exemple, sans remettre en cause le rapport existant entre GES<sup>2</sup> et réchauffement, beaucoup suggèrent que l'augmentation de la température moyenne de l'atmosphère ne serait pas la conséquence de l'augmentation des rejets de GES mais sa cause. Cela mériterait au moins d'être débattu.

Mais il est plus facile de psalmodier les mantras de la pensée dominante. D'où le psittacisme<sup>3</sup> actuellement triomphant, avec son cortège d'excommunications et d'insultes. Et une climatologie de salle de bains (« fermer le robinet quand on se lave les dents »), ou de salon de l'automobile (« passer à l'électrique »), etc.

Comment ne pas voir que ces niaiseries pérennisent l'impérialisme capitaliste actuel qu'on appelle « mondialisation » ? En effet, la charge de la neutralité carbone des activités humaines incombe principalement à des personnes qui

n'ont aucune responsabilité en cette matière : ainsi, « l'empreinte carbone » peut être rigoureusement la même pour un agriculteur bio que pour un membre du conseil d'administration de BP – il suffit de faire le test sur n'importe quel calculateur d'empreinte écologique.

Pendant ce temps, les habitants les plus humbles de l'Europe occidentale paient des taxes « écologiques » supplémentaires, des impôts nouveaux ou de nouvelles taxes à la consommation.

Cela permet d'augmenter les cadeaux fiscaux et financiers aux entreprises responsables du chômage de masse qui infeste la vie publique de cette partie du continent européen depuis plus de quatre décennies.

**Pascal Acot**  
Historien du climat  
CR honoraire CNRS

Automne 2019

---

<sup>2</sup> Gaz à Effet de Serre

<sup>3</sup> Fait de répéter quelque chose comme un perroquet en raisonnant sans comprendre le sens des mots que l'on utilise

# Retrouvons dans l'héritage du camp socialiste réel les solutions qui permettent de protéger notre environnement du capitalisme destructeur.

---

La question écologique est actuellement l'otage idéologique qui permet aux libéraux de faire payer encore plus les travailleurs sans jamais mettre en cause le grand patronat pollueur et destructeur de notre environnement. Pire, ils prétendent que face aux peuples, chez nous mais aussi au Sud, parmi les puissances émergentes dont on jalouse parfois les taux de croissance, ce grand patronat impérialiste serait sur les starting blocks d'un « capitalisme vert » prêt à tous les sacrifices (des concurrents) pour « sauver la planète ».

La question écologique est également une arme de division massive contre notre camp, celui de la lutte politique et syndicale contre ce même patronat, rouleau compresseur des salaires et des droits.

On cherche en effet à camoufler les véritables antagonismes de classe, moteurs de l'histoire, par d'autres divisions fallacieuses comme celle des « jeunes » pleins d'espoir contre les « vieux » massivement irresponsables et « antiécologiques ». Greta Thunberg, la jeune égérie du forum de Davos, est à l'évidence une proie facile pour des ultralibéraux manipulant sans scrupule notre conviction que « la vérité sort toujours de la bouche des enfants ».

Pour le mouvement interclassiste « pro-climat », c'est « l'homme » qui pose problème, et c'est par la « décroissance » (voire l'annulation) de ses activités par nature néfastes qu'il faudra protéger la « Nature ».

Finie la lutte de classe, place à « l'humanophobie » la plus réactionnaire, la plus nostalgique, la plus anti-progrès.

Greta Thunberg tait la responsabilité du système de production planétaire et la cécité congénitale, anarchique et irresponsable de la finance aux manettes de l'économie, contre toute velléité de planification étatique, contre les intérêts fondamentaux des travailleurs et des peuples. Dans son réquisitoire moralisant, elle pointe



par exemple du même doigt inquisiteur les USA et le Vietnam, sans aucune considération pour les trois millions de victimes du génocide US perpétré justement au Vietnam il y a quelques décennies, à coup de bombes et d'agent orange. Le bourreau et sa victime dans le même banc des accusés pour délit de « productivisme »...

C'est obscène.

Produire plus pour atteindre et garantir l'indépendance nationale, est-ce vraiment comparable à la soif implacable du profit maximal et sans limite quelqu'en soit le prix social ?

Le plus ignoble dans un tel discours n'est d'ailleurs pas ce qui est dit. Il se tient plutôt dans les non-dits justement. Et il est inquiétant que dans le camp anticapitaliste, dont la partie la plus conséquente est le mouvement communiste organisé, même sérieusement en reflux depuis l'effondrement du camp socialiste, on ne s'en indigne pas.

Pourquoi ne dit-on jamais que le Vietnam vient justement d'interdire le glyphosate sur son territoire ? Pourquoi ne signale-t-on pas que cette « faute » va se traduire par de lourdes sanctions économiques de l'OMC sur demande express des USA ?

Plus largement, pourquoi cache-t-on systématiquement le leadership de Cuba socialiste, pourtant incontestable et reconnu par des instances internationales comme la FAO (ONU), en agroécologie et dans l'exploitation durable de ressources énergétiques locales ?

Pourquoi cache-t-on que la Chine, bien qu'elle soit devenue par la force des choses « l'usine du monde » face à la récession généralisée (décroissance ?) du capitalisme occidental, est la première productrice mondiale de tous les types d'énergies renouvelables, au point qu'à chaque fois qu'un petit pays veut se glorifier d'une avancée volontariste sur la

« transition



écologique », il cherche toujours la première place dans un palmarès « hors-Chine » ?

Pourquoi ne signale-t-on jamais que grâce à la politique de reboisement chinois (la « grande muraille verte » contre le désert), une surface équivalente à l'Amazonie a été replantée, au moment même où l'agrobusiness détruit la forêt brésilienne, à tel point que la planète contre toute attente est aujourd'hui globalement en train de « reverdir » ?

Il y a dans le mouvement communiste actuel, sévèrement divisé et diminué sous l'influence d'une énorme pression idéologique anticommuniste, exacerbée par la disparition de l'Union Soviétique, une tendance à « l'autophobie » qu'avait très bien identifié le philosophe marxiste Domenico Losurdo. Tendance qui, lorsqu'il s'agit d'écologie, se double d'une ignorance feinte ou involontaire sur l'héritage révolutionnaire dans les questions environnementales depuis 1917 !

Le matérialisme se fonde sur l'analyse de ce qui fonde tout mouvement réel dans l'histoire, en considérant que ce sont les processus matériels qui déterminent les idées, plutôt que l'inverse. Or il se trouve que sur la question de

l'écologie, sur la question de la protection de l'environnement, les avancées n'ont été réelles et concrètes qu'au sein du camp socialiste ou dans son sillage, et que ces avancées n'ont jamais été réalisées sous la pression d'engagement « moraux » et « idéaux » mais au contraire sous la pression de contraintes bien réelles.

Quand on parle d'environnement, il s'agit de tout ce qui « environne » l'homme (et dans lequel il peut donc vivre et s'épanouir) et non d'une « Nature » totalement idéalisée, face à laquelle « l'homme » ne serait qu'une « espèce irresponsable et meurtrière » qu'il faudrait domestiquer à son tour contre ses « mauvais penchants destructeurs ». En URSS, dès 1921 sur un décret de Lénine, le développement considérable des « Zapovedniki », ces réserves naturelles intégrales, jamais égalées depuis ailleurs dans le monde, n'a été possible que parce que l'ensemble du territoire appartenait à l'État, et s'est concrétisé parce que la recherche scientifique soviétique se devait de mieux connaître les environnements dans lesquels on édifiait le socialisme.



Dans la même veine, l'État soviétique donna priorité à l'agrobiologie, adepte d'agroforesterie et de polyculture, contre un courant agrochimique aveuglé par les succès des USA et de l'Europe à la même époque au sortir de la guerre dans la fuite en avant de l'agriculture intensive.

Cet engagement s'est traduit en 1948 par la mise en place du plus grand plan d'afforestation et d'agriculture extensive sans pesticides chimiques de l'histoire, sur un territoire immense au sud de Moscou : le « grand plan de transformation de la nature ».

Ce n'est qu'avec Khrouchtchev, à la fin des années cinquante que commencèrent les désastres écologiques en URSS, avec la volte-face de l'agriculture soviétique l'alignant sur le modèle intensif américain, croyant naïvement le battre sur son terrain.

Si Cuba, dont la révolution s'est effectuée dans cette deuxième période, a dû changer son modèle agricole dès les années 90, faute du traditionnel partenaire soviétique et toujours sous embargo américain, ce fut en réalité pour les mêmes raisons que l'URSS pré-khrouchtchévienne, c'est-à-dire dans un souci fondamental d'autosuffisance alimentaire pour le peuple et de protection des sols, richesse nationale trop importante pour la laisser en pâture aux spéculations privées.

Les pesticides sont désormais interdits sur l'île et un puissant mouvement de formation et d'aides techniques aux paysans cubains a jeté les bases d'une agroécologie révolutionnaire et bien réelle, fierté actuelle de l'île. Cette réussite n'est pas contingente et doit au contraire tout au mode de production lui-même : l'État possède les terres et peut donc les donner en usufruit gratuit (pas de loyers) aux collectifs de travailleurs en les subdivisant suivant les besoins (collectifs qui

sont objectivement des Kolkhozes comme ceux qui constitua la grande masse de la paysannerie en URSS).

L'État finance un système scolaire et universitaire renommé, qui donne aux paysans l'instruction nécessaire à l'application complexe des principes de l'agroécologie sans pesticides, et aux agronomes formés à l'agrobiologie des connaissances théoriques et techniques sur les possibilités concrètes de culture sur l'île, répondant aux besoins du peuple.

En tant que matérialistes, nous devons reconnaître que les pays qui multiplient les serments la main sur le cœur « pour la planète »... ne font rien (au mieux) ou aggravent sciemment la situation (au pire), pendant que les pays en transition vers le socialisme, qui ne s'affichent jamais idéologiquement comme « écologistes », construisent pas après pas de véritables alternatives agricoles et énergétiques à la fuite en avant meurtrière et polluante des vieux pays impérialistes ultralibéraux.

### **Pourquoi ?**

Non pour des raisons morales et abstraites, en vertu desquelles nous saurions réserver notre confiance, mais en réponse à des contraintes matérielles qui font de

l'environnement, et de sa « durabilité » comme le disent les occidentaux, des acteurs centraux de la durabilité du socialisme lui-même (et réciproquement).

Souveraineté nationale, autosuffisance alimentaire, gestion planifiée donc scientifiquement réfléchie des ressources nationales... Tous les motifs de « l'écologie réelle » tendent vers ces objectifs nationaux, de résistance à l'impérialisme, à l'exact opposé des illusions transnationales, de la foi abstraite en un dépassement de la question nationale, par l'ensemble des « verts », qu'ils soient réformistes comme ultralibéraux.

Qui faut-il soutenir ? Ceux qui parlent ou ceux qui font ?  
Ceux qui peuvent donner des leçons de « décroissance » tant leur taux de croissance est en chute libre, ou ceux qui font croître sagement les ressources aptes à satisfaire les besoins réels du peuple ?  
Ceux qui jouent dangereusement avec le fascisme malthusien de la « décroissance » pour attiser des guerres futures, ou ceux qui s'appuient sur les forces productives, sur le progrès scientifique (y compris en biologie donc) et sur les possibilités concrètes d'un État libre de tout parasitisme patronal pour que la transition démographique à venir

dans le sud soit le résultat d'une plus grande aisance générale et non celui d'une stérilisation et d'une paupérisation massive ?

Il est temps que les communistes se penchent sérieusement sur leur héritage, qui a bien des égards, sur la question écologique comme sur bien d'autres question, fonde des

solutions concrètes là où tous les « nouveaux courants » ne font que restaurer la naïveté politique et les illusions prémarxistes sur le Capital.

**Guillaume Suing**  
Automne 2019



## Derrière l'écran de fumée « écolobobo » se pose la vraie question : reterritorialisation planifiée

---

Nous avons assisté depuis le lancement de la trajectoire Gore-Goldmann Sachs-Obama<sup>4</sup> à la montée, à partir des États-Unis en Amérique du Nord, d'une moraline<sup>5</sup> écologiste mondialisée ayant emprunté les apparences du progressisme et de la science : « grèves climatiques » et manifestations « pour le climat » ...où l'on ne pose pas la question « contre qui manifeste-t-on ? », envolée colérique d'une enfant retirée de l'école pour être portée au niveau d'une nouvelle déesse virginale devant un parterre de diplomates décrétés « sérieux », conformisme écologiste des grands propriétaires de médias mondialisés, « collapsologie »<sup>6</sup>, etc.

...Tout cela accompagnant la culpabilisation des peuples, en particulier ceux qui veulent accéder à ce que l'ONU avait formulé à l'époque de la décolonisation et du camp de la paix et du désarmement, et ce qu'elle a oublié depuis quelques décennies, le droit au développement, l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial, le droit de pouvoir vivre et travailler au pays<sup>7</sup>.

On se doit donc aujourd'hui de poser la question de savoir si derrière le tintamarre conformiste à prétention scientifique ne se cache pas une nouvelle forme de magie rappelant

l'époque pharaonique, celle de l'esclavage de masse légitimé par des divinités inventées pour l'occasion par des grands prêtres de la manipulation. Et face à laquelle, les « négationnistes populistes climatosceptiques » genre Trump ou Bolsonaro ne font que jouer le rôle du diable nécessaire pour faire apparaître dans toutes leurs dorures et paillettes les actuels « dieux du stade ».

Car culpabiliser et annoncer des catastrophes imminentes a toujours constitué la méthode de gestion privilégiée par tout système social en

---

<sup>4</sup> Voir texte Pascal Acot.

<sup>5</sup> Médicament imaginaire censé redonner le moral.

<sup>6</sup> Terme qui constitue encore une révérence au tout « globish », y compris au niveau de la langue.

<sup>7</sup> Tamara Kunanayakam, *Quel développement ? Quelle coopération internationale ? : La déclaration des Nations Unies sur le droit au développement : Pour un nouvel ordre international*, Genève, CRID, 2007, < <http://www.lapenseelibre.org/article-la-reforme-des-nations-unies-telle-qu-elle-a-ete-proposee-par-le-secretaire-general-kofi-annan-79678461.html> >

bout de course. Le millénarisme médiéval a ainsi servi à mieux asservir les populations du monde chrétien pour envoyer les plus remuants d'entre elles vers des croisades visant à « libérer » un tombeau introuvable et piller ceux qui vivaient autour.

Malthus à une époque qui se voulait plus « scientifique » n'a pas agi autrement en annonçant des catastrophes démographiques et sociales inéluctables si les peuples n'acceptaient pas de se soumettre à ce qu'on n'appelait pas encore la « décroissance ».

Donc, en période de forte religiosité comme en période de reflux du religieux, les pouvoirs dominants ont toujours su utiliser l'irrationnel et l'appel au magique pour garantir leurs positions, quitte à badigeonner leur divinité d'apparence scientifique.

Il n'y a donc aucune raison pour que, en cette période de crise sans fin depuis plus d'un trentenaire du système capitaliste mondialisé et de concentration monopolistique au niveau des moyens de production comme à celui des médias, les choses se passent autrement.

Nous savons bien que, lors des époques pré-industrielles, il y a eu des changements climatiques durables ou ponctuels, et il ne peut

donc pas a priori exister aujourd'hui de consensus chez les scientifiques pour répondre à la question de savoir si les actuelles variations climatiques ont une cause avant tout naturelle ou plutôt humaine.



Alors pourquoi cette soudaine accélération mondialisée du catastrophisme médiatisé ?

Lancé à partir des grandes puissances qui ont mené des politiques de délocalisations, de désindustrialisation et de financiarisation et qui se retrouvent soudainement en concurrence avec des puissances « émergentes » qui, elles, n'ont pas désindustrialisé et qui, au contraire, cherchent à augmenter la production et la productivité.

Pourquoi le GIEC a-t-il la prétention de représenter à lui tout seul l'objectivité scientifique alors qu'il s'est assuré une position de monopole, après avoir réussi ses manœuvres d'épuration ou de marginalisation de la masse des

scientifiques ne partageant pas ses « *fatwas* »<sup>8</sup> ?

Le GIEC n'est-il pas devenu le nouveau grand inquisiteur pratiquant une scolastique à prétention universitaire dans le domaine des questions environnementales ?

Pour tenter de trouver des réponses alternatives à ces questions, il nous vient tout d'abord naturellement à l'esprit le fait que les champions des productions d'éoliennes, de panneaux photovoltaïques, d'isolants et de publicités en leur faveur ont intérêt à favoriser la panique climatologique.

Il est certain également que les gouvernements aux abois ont intérêt à multiplier les taxes « écologiques » permettant de prolonger « efficacement » les effets de la culpabilisation des peuples qui, du coup, en oublient de se mobiliser en faveur de leurs droits sociaux et économiques.

On peut même comprendre que des dirigeants de pays menacés dans leur développement pacifique par l'impérialisme commencent leurs interventions en utilisant l'argument climatique et écologique pour justifier leur stratégie de remise en

cause de l'ordre-désordre mondialiste injuste. Ce qu'on peut constater en écoutant, par exemple, ce discours globalement excellent du premier ministre pakistanais devant l'ONU<sup>9</sup>.

Il n'en reste pas moins que le discours déifiant la nature ...et avec lui, la « loi de la jungle », vise la plupart du temps à évacuer les questions du lien nécessaire et obligatoire à établir entre environnement naturel et environnements humain, social, économique, politique, entre recherche d'un équilibre dynamique assurant le progrès de toute l'espèce humaine et la préservation de ce qui est utile dans la nature pour pouvoir atteindre ce but.

Et c'est dans ce contexte là que nous devons poser les questions qui ne sont pratiquement jamais posées dans les grands « débats » mondialisés, et que nous devons réfléchir du coup aussi à la question pourquoi elles ne sont pas posées.

**Pourquoi ne pose-t-on pas la question de savoir qui finance le GIEC ?**

---

<sup>8</sup> Pascal Acot, Op. Cit.

<sup>9</sup> Imran Khan aux Nations Unies <  
<https://www.youtube.com/watch?v=6wloqf6y5Xw>  
>

On va nous répondre que c'est par le « système des Nations Unies » et de ses agences associées.

Certes! Mais qui sait que depuis les « réformes » Koffi Annan, les agences de l'ONU ont été les unes après les autres presque toutes privatisées et que leurs employés ne sont la plupart du temps plus des salariés des États membres mais le plus souvent des précaires contractuels à durée déterminée ?<sup>10</sup>

Ce qui évidemment, leur enlève toute indépendance par rapport aux grosses entreprises privées en position de monopole quasi-planétaire. Le GIEC dans ce contexte n'est-il pas juge et partie ?

Pourquoi Greta Thunberg n'a par exemple pas posé la question du rôle du Pentagone parmi les plus gros pollueurs de la planète, dépassant ce qui est pollué dans une centaine d'États ?<sup>11</sup>

Pourquoi, à l'inverse, ne mentionne-t-on pas le fait que ce sont les pays où l'État continue à garder un rôle central dans les politiques de

développement économique (Cuba, Chine, Viêt-Nam, etc.)<sup>12</sup> qui ont les meilleurs résultats en termes de progrès sanitaire, de réglementations environnementales, d'investissements dans les énergies renouvelables, de reboisements, d'agriculture équilibrée, raisonnée voire « écologique » ?



Et pourquoi on ignore aussi sur le plan historique, d'un côté, les débats et les décisions contradictoires menées en terme de rapport à l'environnement au sein des pays ayant opté hier ou aujourd'hui en faveur de politiques de développement économique « non capitaliste », sans jamais poser la question du bilan systématiquement catastrophique des pays « purement

<sup>10</sup>< <https://www.theguardian.com/public-leaders-network/2015/mar/18/privatisation-failed-official-un-policy> >; < <https://www.globalpolicy.org/un-reform/un-reform-topics/management-reform.html> <https://www.globalpolicy.org/un-reform/32283-secretary-general-kofi-annans-reform-agenda-1997-to-2006.html> >

<sup>11</sup><<https://worldbeyondwar.org/fr/climat-d%27éléphant-du-pentagone/> >; <

<https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/le-pentagone-plus-gros-pollueur-que-le-portugal-ou-la-suede-1028765> >; < <https://www.mondialisation.ca/le-r-le-du-pentagone-dans-la-catastrophe-mondiale/16843> >

<sup>12</sup> Guillaume Suing, « Retrouvons dans l'héritage du camp socialiste réel les solutions qui permettent de protéger notre environnement du capitalisme destructeur ».

capitalistes » où aucune réglementation contraignante ne peut être imposée, aucun débat politique ou scientifique réellement pluraliste mené et où l'on ne parle éventuellement que du commerce des « droits à polluer » et à exporter ses pollutions ?

Et pourquoi lors des récentes manifestations à Paris, les médias ont certes porté l'attention sur la convergence entre Gilets jaunes et manifestants écologistes mais en taisant presque unanimement la manifestation qui se tenait simultanément sur « la plus belle avenue du monde », celle où se concentre la richesse insolente de oisifs pillant la planète après l'avoir saccagée ?<sup>13</sup>

**L'écologie n'a-t-elle pas servi ici comme ailleurs à faire diversion et/ou à faire division ?**

Poser toutes ces questions ...c'est déjà y répondre ! C'est prendre conscience du fait qu'il ne peut y avoir de discussion sérieuse sur ces sujets sans utiliser la méthode de la recherche scientifique, qui procède par hypothèses, recherches, recoupements et débats.

---

<sup>13</sup> Bruno Drweski,  
<<http://www.defenddemocracy.press/gilets-jaunes-sur-les-champs/?fbclid=IwAR0XKcNTsIe6biPT8uRmYShMI84Br7fGRv45Tpf7a5nWM9pYBXQUph70nwI>>

C'est savoir qu'il ne peut y avoir de véritable avancée scientifique sans politique étatique, au niveau national et international, de promotion et de financement de la science par le peuple et pour les peuples. C'est savoir qu'il ne peut y avoir de développement équilibré et donc de politiques environnementales équilibrées sans interventionnisme public, sans débat démocratique public, sans élévation du niveau culturel de toutes les populations, en particulier paysannes, et sans planification de politiques de développement.

C'est prendre conscience du fait que l'Union soviétique fut une puissance novatrice en termes de politiques environnementales pendant la période du dit « totalitarisme stalinien » et qu'elle y renonça justement pendant la période du « dégel » khrouchtchévien<sup>14</sup> quand elle s'est laissée omnubilée par l'exemple d'une 'Amérique' à 'rattraper'.

Ce qui, là encore, exige de nous, non pas de déifier une étape historique après l'avoir diabolisée, mais de faire preuve d'une analyse scientifique de l'histoire telle qu'elle s'est

<sup>14</sup> Guillaume Suing, « Retrouvons dans l'héritage du camp socialiste réel les solutions qui permettent de protéger notre environnement du capitalisme destructeur ».



réellement déroulée dans toutes ses contradictions, ce qui permet de poser la question de la base sociale de telle ou telle politique menée par tel ou tel pouvoir, qu'il puisse ensuite, mais ensuite seulement, être considéré comme « diabolique » ou comme « idyllique » selon les goûts et les intérêts de chacun.

La science, ce n'est pas le culte d'un pouvoir, c'est l'examen des causes qui entraînent des effets, que ces causes apparaissent « sympas » ou pas aux yeux des moralistes et des grands prêtres qui veulent nous faire oublier que c'est toujours loin derrière les écrans que le réel se passe.

Donc science, débat scientifique pluraliste, planification scientifique, ce qui exige une réelle démocratisation des institutions.



Et ce qui passe par une augmentation du niveau de savoir et du niveau culturel et scientifique de l'ensemble de la société. Ce qui passe aussi par le droit au

développement donc, et donc aussi le droit de pouvoir vivre et travailler au pays.

Face au mondialisme capitaliste qui divise au final les peuples les opposant les uns aux autres, l'internationalisme constitue la seule vraie réponse possible, ce qui passe aussi par **un retour vers le patriotisme qui n'est pas ethnocentrisme mais reterritorialisation dans la vraie solidarité des peuples.**

La reconquête du territoire où l'on vit, agit et travaille constitue à la fois le droit fondamental à vivre dans un équilibre et dans un environnement sain et maîtrisé, donc vers une souveraineté populaire qui élimine les pollutions et gaspillages de temps, de ressources et d'énergie, aussi bien pour les individus que pour la collectivité et pour l'environnement naturel.

La véritable solution aux problèmes environnementaux passe par une autogestion des populations là où elles vivent, et si le mot « communisme » a un sens réel, c'est dans la relation que ce mouvement du réel établit avec le territoire où il se déroule et les gens qui y habitent, et veulent continuer à y habiter.

Les mouvements de masse qui ont agité tout au long de l'année dernière le peuple de France dans sa

diversité et souvent dans ses contradictions ont assez tôt fait ressortir l'hypocrisie du discours « écologiste » du pouvoir, et aussi très vite celui des écologistes bourgeois, « décroissant » pour les autres mais ultra-consommateurs pour eux-mêmes. Tout naturellement, ce mouvement a débouché sur une « prise de conscience écologique » encore tâtonnante et pleine de contradictions « moralistes », mais, derrière ce paysage mouvant, on voit émerger une revendication qui semble centrale, celle de reprendre le contrôle du territoire, de son territoire, de son terroir.

Le retour sur le devant de la scène de la « France de toutes ses périphéries » constitue sans doute un signal annonciateur d'une problématique internationale qui permet d'aborder la question écologique sous un angle nouveau et avec une vision globale de tous les problèmes liés les uns aux autres. C'est là où devraient se rejoindre à terme revendications environnementales, revendications

scientifiques, revendications démocratiques, revendications sociales, revendications syndicales et revendications « communistes ».



Et c'est sans doute cela qui explique pourquoi les classes dirigeantes et possédantes qui ont encore une longueur d'avance, en terme de propagande, monopolisent à grand cri la « lutte » pour le climat, pour éviter qu'il y ai une « lutte » concrète qui ouvrirait la voie vers des paysages fleuris au sein desquels leur pouvoir deviendra futile et inutile.

**Bruno Drweski**  
Automne 2019

## Agriculture : changeons le système !

---

Parce que les très grandes entreprises relevant de l'agriculture de firme y sont encore peu représentées, et parce que les petites exploitations vivrières du passé ont cédé la place, ce sont les *exploitations marchandes de taille petite ou moyenne* qui dominent en Europe et tout particulièrement - pour des raisons historiques - en France : les économistes ruraux les nomment « *artisanales* », les syndicats minoritaires « *paysannes* » ou « *familiales* ». Samir Amin précise : « *agriculture familiale modernisée* » (AFM). Quel que soit le nom qu'on lui donne, cette forme de production ancestrale s'est toujours adapté et soumise au mode de production dominant. Aujourd'hui, l'AFM est totalement dépendante du complexe agro-industriel qui à l'amont fournit machines et tracteurs, semences, engrais et produits phytosanitaires, et qui à l'aval collecte, stocke, transforme et commercialise les produits de la culture et de l'élevage.

Cette agriculture est aujourd'hui vivement attaquée : campagnes anti-viandes, opérations coups de poing et actions commando contre le traitement des cultures se multiplient, renforçant les intégrismes des deux bords.

On ne répondra pas ainsi aux inquiétudes sanitaires ou éthiques de la population, dans bien des cas justifiées, mais que des campagnes médiatiques transforment en émotions collectives intéressées. Il nous faut revenir à la raison, en rappelant que le secteur 'primaire' qu'est la production agricole n'échappe pas au capitalisme mondialisé, qui l'a façonné sur tous les plans, technique, économique et social.

Sur le plan **technique**, il a déterminé un même **modèle de production** qui reste très dominant, même s'il est de plus en plus contesté, y compris parmi les agriculteurs.

Ce modèle est souvent, pour le dénigrer, qualifié d'**industriel**, notamment par la mouvance écologiste, très hostile - au nom d'un attachement de principe, et souvent angélique, à la nature - à toute forme d'industrie.

Le recours à de multiples produits d'origine industrielle ne fait pas pour autant de la production de matières premières issues du vivant une activité industrielle. Pour des raisons proches, d'autres lui reprochent son caractère « **intensif** » : il y a là matière à débat, tant il est vrai que pour nourrir l'humanité, l'agriculture

se doit d'être intensive au sens agronomique du terme, c'est à dire obtenir des rendements élevés par unité de surface.

Au sens économique du terme, les spécialistes précisent toujours de leur côté de quelle intensivité (en travail, en intrants, en énergie, en capital) il s'agit.

L'histoire de ce modèle technique est éclairante : à l'initiative de la Fondation Rockefeller est lancée dans les années 50, à destination des agricultures tropicales, la « Révolution Verte », dont le père, l'agronome états-unien Norman Borlaugh reçut pour cela le prix Nobel de la Paix : variétés à haut rendement, engrais chimiques, produits phytosanitaires, irrigation et mécanisation permettent, quand ils sont réunis (le 'package') d'obtenir des rendements élevés, permettant à la fois de nourrir la population et dégager des excédents commerciaux.



On a vanté les résultats enviables de cette RV, en Inde notamment : il a bien fallu aussi reconnaître les effets pervers du système, qui a entraîné

une différenciation sociale très forte avec éviction d'un grand nombre de paysans. On observera que ce modèle de la RV n'est en somme que la théorisation du système technique peu à peu développé, après-guerre, dans les pays de la triade (USA, Japon, Europe). Et en définitive, c'est la recherche des **productivités maximales de la terre et du travail**, (voire, quand c'est possible, du capital) qui caractérise ce **modèle global**, que l'on peut donc qualifier de **productiviste**, terme souvent rejeté mais rendant bien compte de la logique qui l'anime.

Sur le plan **économique**, la doctrine néolibérale de la libre concurrence a peu à peu imposé aux agriculteurs sa loi de fer : un coup décisif est donné en 1993 par l'UE qui décide l'alignement des prix agricoles européens, jusque-là administrés, sur les prix mondiaux, que l'on sait erratiques, oscillant entre spéculation et braderie.

Ce qui provoque la fuite en avant pour des rendements toujours plus élevés par hectare et par unité de travail, la recherche de la croissance pour la croissance, les techniques de plus en plus performantes élevant les diverses formes de « forçage » au niveau d'un véritable dopage des processus de production, aussi bien végétal qu'animal...

Mais les rendements désormais plafonnent. Pour compenser des prix à la production qui ne couvrent pas les frais de production, on est entré dans le système pervers des subventions. Loin de remettre en cause les fameux « prix mondiaux », les syndicats agricoles majoritaires ont négocié avec les instances européennes des primes non plus au produit, mais à la surface, profitant donc aux plus gros exploitants. Les agriculteurs - on peut penser que c'est un peu tard - sont désormais nombreux à dénoncer les nouveaux traités inspirés par le libre-échange, CETA et MERCOSUR.

Sur le plan **social** le syndicat majoritaire FNSEA se veut représentatif de tous les agriculteurs, et joue donc la carte de l'unité du monde agricole.

Le MODEF, de son côté, est attaché à ce qui est au cœur du modèle familial, associant au sein de la même exploitation le capital, la terre et le travail. Mais la vieille règle capitaliste de la dépossession des travailleurs de leurs moyens de production rend la maîtrise par la famille de ces trois 'facteurs' de plus en plus illusoire.

Par ailleurs, la concentration des exploitations s'opère par l'expulsion des moins performants et la

promotion d'une minorité d'exploitants, processus de reproduction sociale que l'on a pu qualifier de cannibale. Le nombre des exploitations, qui était de plusieurs millions au lendemain de la deuxième guerre mondiale, est tombé à un peu plus de 400 000. Il a été divisé par deux en un quart de siècle.



On peut désormais estimer que l'agriculture française manque de bras. Contre le processus d'élimination des plus faibles, contre les empiètements du grand capitalisme agraire, industriel et commercial, l'AFM mérite d'être protégée.

En ce sens, la « voie paysanne » y compris dans notre pays, est une voie d'avenir. Il ne faudrait pas pour autant dissimuler les contradictions, les profonds clivages de classe qui traversent le monde agricole : entrepreneurs capitalistes, paysannerie moyenne ayant recours au salariat, petits producteurs



familiaux, salariés agricoles, eux-mêmes partagés entre ouvriers permanents payés au SMIC d'une part, et une main d'œuvre occasionnelle ou saisonnière surexploitée, d'autre part.

Aujourd'hui, c'est l'ensemble de ces questions qu'il nous faut affronter. Stopper la concentration, répondre aux besoins sociaux d'une alimentation suffisante et de qualité tout en répondant aux défis environnementaux, y compris climatiques, impose de sortir de l'impasse technique actuelle.

### **Diverses voies existent pour un changement de modèle...**

L'Agro-écologie, l'agro-foresterie, l'agriculture biologique, l'agriculture écologiquement intensive (tenue à tort pour un oxymore) sans oublier le très médiatique et très intensif jardinage en 'permaculture', sont autant de solutions techniques permettant de sortir de l'impasse « productiviste ».

Ces modèles alternatifs poursuivent un objectif commun, celui de répondre aux besoins alimentaires et non alimentaires des populations,

en respectant les souverainetés alimentaires, ce qui se décline différemment d'un continent à l'autre<sup>15</sup>.

Pour les pays d'Europe, où doivent être combattus gaspillages et surconsommations d'une frange de la population d'une part, malnutrition et sous-nutrition des couches populaires d'autre part, la production végétale et animale actuelle permet en général de couvrir les besoins et même, comme en France, dégager des excédents exportables.

Il n'y a donc pas lieu d'y augmenter les rendements, il est même possible, afin de réduire la pression sur les sols, de simplement maintenir voire de dés-intensifier certaines productions.



Il s'agit par contre, en économisant les intrants d'importation ou d'origine industrielle, d'utiliser aux

---

<sup>15</sup> Ainsi pour l'Afrique par exemple, les besoins tant qualitatifs que quantitatifs aujourd'hui mal satisfaits vont croître en même temps que la population : le premier impératif y est d'augmenter la production vivrière, tout en protégeant du

défrichement de grandes surfaces de steppes, de savanes ou de forêts, réservoirs irremplaçables de biodiversité.

mieux les diverses fonctionnalités que les sols agricoles peuvent assurer : lutter contre les plantes concurrentes, les maladies, les ravageurs, en abandonnant les monocultures et les rotations courtes, les agro-systèmes simplifiés comme la grande culture, en y substituant des rotations longues et des cultures diversifiées.

Utiliser au mieux l'énergie solaire et le gaz carbonique de l'atmosphère via la fonction chlorophyllienne, développer les légumineuses capables de capter pour les sols l'azote de l'air, sortir de la séparation entre 'grande culture' et 'élevage', si marquée entre régions françaises, en associant plus étroitement productions végétales et animales.



Ne nous cachons pas les difficultés : car comme cela a été démontré, nous avons affaire à un **système parfaitement verrouillé** : fournisseurs de machines, d'engrais et de produits chimiques, fabricants de tracteurs et de matériels d'irrigation, coopératives géantes de collecte, de transformation et de commercialisation, tout

l'encadrement du producteur agricole tend à sa perpétuation.

Recherche agronomique, enseignement agricole et 'conseil' s'ouvrent peu à peu, en partie, aux mutations nécessaires. Mais l'ensemble continue à entretenir enfermement, blocages et résistances.

Portée par la globalisation capitaliste, une tendance lourde perdure : fuite en avant dans la robotique, les drones, le numérique, les biotechnologies, allant de pair avec la concentration des terres et des capitaux.

Des contre-tendances existent, elles répondent aux inquiétudes légitimes des consommateurs et aux aspirations nouvelles partagées par un nombre croissant de travailleurs de la terre : il nous faut les soutenir résolument. Car ce bouleversement profond ne se fera pas sans les agriculteurs.

Changer de système demandera du temps, et suppose des débats de fond, sans concession mais respectueux, entre travailleurs de la terre, à la fois abusés et désignés comme des empoisonneurs, et les producteurs et consommateurs que nous sommes.

**...mais un tel bouleversement appelle des conditions impératives**

Pour sortir du cercle vicieux du système agraire dominant, les communistes - souvent très éloignés du monde agricole -, pourraient mettre en avant trois questions, qui sont autant de questions politiques.

**Prendre possession du complexe agro-alimentaire** qui tient dans sa dépendance la plupart des exploitations, et notamment toute l'agriculture 'conventionnelle' est sans doute une exigence incontournable. Dans tous les cas, l'éparpillement des producteurs les placent dans une position subordonnée face aux groupes bancaires, industriels ou commerciaux monopolistiques qui les dominent, et décident en somme pour eux de leurs choix techniques, de leur avenir économique et de leur statut social.



Des salariés de Carrefour et d'Auchan ont lancé, pour la défense de leurs intérêts de salariés, mais aussi pour celle des consommateurs

---

<sup>16</sup> Institués par les lois d'orientation de 1960 et 1962, les Groupements Agricoles d'Exploitation en

et des producteurs, l'idée de la nationalisation des grands groupes de distribution. Nous ne devons donc pas avoir peur de réclamer la socialisation, l'expropriation, la transformation révolutionnaire de tous ces groupes, comme le montrent, en dépit des obstacles mis à leur développement, les SCOP-TI.

**Rendre sa dignité au travail des agriculteurs**, par des prix rémunérateurs d'abord, qui leur permette d'échapper au statut d'assistés qu'ils vivent de plus en plus mal. Mais aussi en développant une approche nouvelle du travail, de plus en plus complexe, de plus en plus savant, capable de mettre au point et en œuvre les solutions d'avenir, que la recherche scientifique peut et pourra proposer. Il nous revient aussi d'envisager l'avenir d'une activité dont le caractère social ne cesse de s'affirmer : correspondant à des qualifications de plus en plus élevées collaborant au sein d'une même entité productive, ne faudrait-il pas réfléchir à une organisation plus collective du travail ?

Au-delà des pratiques actuelles d'échange et d'entraide, au-delà de nos actuels GAEC<sup>16</sup>, pourrions-nous,

Commun - souvent, mais non exclusivement, familiaux- sont limités en taille.

avec les intéressés, envisager par exemple la formation de Sociétés Coopératives Agricoles de Production (SCAP) ? Reprenant la belle idée des 'travailleurs associés' il existe, parmi les nouveaux installés notamment, une tendance à s'organiser en coopératives de salariés et toute autre forme d'association.

### **Revenir sur le tabou de la propriété**

**foncière.** Au lendemain de la guerre, en 1945, toute idée de réforme agraire fut écartée, au profit d'un système très protecteur des 'preneurs' par rapport aux 'bailleurs' : ce fut le statut du fermage, dont les principes sont peu à peu, de diverses manières, remis en cause.

Et si l'on est très loin des prix de l'immobilier pratiqués à Paris ou dans les zones touristiques, la spéculation foncière frappe aussi la terre agricole, alimentant la réduction rapide des terres agricoles au profit de terrains à bâtir et d'équipements qui peuvent reposer sur des besoins légitimes mais aussi sur la seule recherche de profit, comme les opposants au projet d'Europacity l'ont montré.

La propriété privée de la terre devient aussi un véritable barrage pour les jeunes candidats à

l'installation, y compris les 'héritiers'. La 'profession agricole' elle-même, devant les cas d'accaparement de terres qui se multiplient, s'inquiète de voir des terres fertiles tomber entre les mains de capitaux totalement étrangers à l'agriculture et avides de profit à court terme, quand l'agriculture qu'il va nous falloir construire ensemble exige le long terme.

Pour que la valeur d'usage prenne le pas sur la valeur d'échange, nous devons donc affirmer le droit pour tous les travailleurs - y compris ceux de la terre - à échapper, et sous les formes qu'ils décideront - à la véritable dictature que la propriété lucrative exerce sur les individus, les activités et les territoires.

Dans la perspective du socialisme du XXIème siècle qui est la nôtre, la tâche qui s'ouvre devant nous est donc immense. Rien ne se fera sans un mouvement social résolu, sur des objectifs clairs : c'est lui qui décidera en fin de compte de la portée et de l'ampleur des transformations véritablement révolutionnaires dont notre avenir, y compris en matière agricole, a besoin.

**Pierre Lenormand**

13 octobre 2019

## Les mobilités, un idéal de société ?

---

**Il est indéniable que la technologie des déplacements, ferroviaires et routiers, maritimes et aériens, a fait des progrès fulgurants depuis deux siècles. Les océans et continents se traversent aujourd'hui en quelques heures, quand il fallait des mois ou des années autrefois pour le faire. Tant et si bien que le temps n'est plus où nos arrière grands parents naissaient, vivaient et mouraient au même endroit.**

Personne ne peut sans risque nier les mutations technologiques. Autre chose est l'affirmation libérale actuelle selon laquelle tout changement permis par la technologie serait un progrès social.

Comme si la maîtrise de l'énergie nucléaire n'avait pas permis à la fois le développement industriel et le mieux-être quotidien, mais aussi la possibilité du cataclysme nucléaire. Il en est ainsi des évolutions en matière de mobilités, suivant qui en décide, et en tire profit.

Dans la société capitaliste qui est la nôtre, les décideurs sont la plupart du temps les possesseurs du Capital, et les pouvoirs politiques à son service. Toutes sortes d'exemples concrets le prouvent.

### **1/ Libre-échange**

Bien sûr, il faut limiter l'usage de produits chimiques quand ils se révèlent dangereux pour la santé, la

faune et la flore, réduire la production de gaz à effet de serre, privilégier le développement d'énergies renouvelables, etc. Mais n'y a-t-il pas contradiction insupportable entre ces clameurs incessantes de "Sauvons le climat menacé !", et cette volonté de bougeotte incessante des marchandises et des hommes, inhérentes au dogme libéral qui fait du Monde un grand Marché sans entraves et sans règles. Est-il acceptable de voir les étals de grandes surfaces pourvus de fruits et légumes ramenés des antipodes quand ils pourraient être produits sur place ?

Les accords de libre-échange comme le CETA ou l'Union Européenne prônés par nos dirigeants politiques relèvent ainsi de la Schizophrénie !

### **2/ Démagogie forestière**



Notre Président, toujours en quête de quelques points dans les sondages, a dénoncé la destruction des forêts d'Amazonie, un des "poumons verts de l'atmosphère terrestre". Et la complicité du dirigeant brésilien Bolsonaro avec les incendiaires défrichant par le feu au profit de "Fazendas" vouées à l'agriculture spéculative et d'exportation.

Mais il serait plus crédible dans cette posture de Chevalier blanc de l'écologie mondiale, s'il n'occultait pas ce faisant, que les forêts équatoriales africaines subissent une destruction identique, du fait de sociétés forestières dont les actionnaires sont souvent occidentaux, voire français : l'importation massive de bois exotiques en France y a remplacé en grande partie la filière bois nationale, tué les scieries vosgiennes.

### 3/ Transports

C'est la même optique libérale au pouvoir en France qui s'évertue à démanteler le transport ferroviaire encore assumé par la SNCF, au profit du transport routier privé. Routes et autoroutes sont asphyxiées par les camions, alors que parallèlement le fret SNCF, jugé non-rentable (!) est peu à peu abandonné.



Les successifs et nombreux projets de transport de poids lourds par train ont tous été rangés dans les tiroirs ministériels depuis un demi-siècle. Dernier exemple de ces choix destructeurs pour l'environnement, la volonté affichée par les dirigeants de la SNCF de supprimer le train transportant les fruits et légumes produits en Pyrénées Orientales vers le marché de Rungis en Ile de France. Il devrait être remplacé par des centaines de poids lourds !

Rien d'étonnant à cette absurdité environnementale, quand parallèlement les dirigeants libéraux de la SNCF et de l'État s'efforcent de fermer les lignes de voyageurs jugées "non-rentables", dans le cadre de "l'ouverture à la concurrence européenne".

### 4/ Urbanisme

Mais le summum de ces mobilités destructrices de l'environnement et du cadre de vie naît d'un urbanisme qui éloigne toujours davantage lieux de travail et lieux d'habitation, parce qu'il est organisé en fonction de la règle capitaliste du marché, et non de l'intérêt des citoyens.

Métropolisation, disent les géographes de cette dispersion centrifuge, qui affecte toutes les régions de France, vide les centres urbains rénovés des classes populaires, en banlieues résidentielles horizontales ou ghettos verticaux, voire en villages qui se vident dès le matin de la plupart qui n'y travaille pas. Le constat est fort juste, et cela se traduit par un éloignement toujours plus grand entre l'endroit où l'on dort, celui où l'on a son emploi, et celui où l'on " fait ses courses".

On peut d'ailleurs y joindre en parallèle le centralisme renforcé de l'État français depuis des décennies, qui détruit progressivement les 36 000 communes héritées de 1789, au profit de " communautés de communes" plus vastes, et de " Régions " immenses et difformes : une seule constante, Métropolisation et centralisation éloignent toujours davantage les citoyens, réduits au statut de sujets-consommateurs, des lieux de décision et de Pouvoir.

L'essentiel est de ne pas oublier que derrière ces deux phénomènes, qui ne sont pas des calamités naturelles, il y a une logique, celle du Capitalisme, et les choix des Pouvoirs politiques qui en découlent.

Sait-on assez que le prix du mètre carré habitable au cœur de Paris intra-muros dépasse aujourd'hui 10 000 euros, par la seule vertu du Marché spéculatif immobilier ?

De ce fait, l'habitat des plus pauvres se concentre dans les zones où le prix du terrain à bâtir (et donc du mètre carré bâti) est le moins élevé (banlieues de plus en plus éloignées du centre des métropoles devenant inexorablement bourgeoises), et les zones d'emploi industriel ou commercial se développent en quartiers spécifiques éloignés.

Les Centres commerciaux gigantesques ont fait disparaître les commerces de proximité des centres-villes et des villages, et le quotidien de la majorité des Français vivant de leur travail s'épuise en longues heures de trajet de l'usine ou du bureau au logis, et en va et vient nécessaires jusqu'au supermarché. Cet absurde " métro-boulot-dodo " que dénonçaient déjà en mai 1968 les manifestants, ne se limite plus en 2019 aux banlieusards d'Ile de France, elle est le fléau

quotidien partout en France, y compris dans les zones rurales, où vivent les moins fortunés, attirés par les prix d'achat et loyers moins élevés.

Cette dichotomie sociale entre les "Élites bobos" urbaines et les périurbains aux "fins de mois difficiles" condamnés aux taxes multipliées sur l'automobile quotidienne a été le moteur de l'insurrection brouillonne et parfaitement justifiée des Gilets Jaunes.

En quelques années, la densité de circulation automobile a explosé dans les banlieues d'Ile de France, où les problèmes d'embouteillage et de parking deviennent tels que, selon les récentes enquêtes, 80/100 des "cadres" veulent quitter la Région où ils sont venus trouver du travail. Autre indice révélateur de ce "mal-vivre", les immatriculations des automobiles neuves récentes en "Couronne parisienne" (départements 93, 94, 95...) sont en majorité provinciales, dans le département d'origine, où on rêve de retourner vivre...

Et la Schizophrénie de l'État libéral continue, qui d'un côté accuse les automobilistes de "détruire la planète", et finance l'achat massif de véhicules neufs, essentiellement au profit de l'industrie allemande !



Le financement par les finances publiques de "logements sociaux" de qualité ("aide à la pierre"), la maîtrise par l'État de l'aménagement du territoire, ont été démantelés par les gouvernements français successifs, imbus de convictions libérales, donnant libre cours aux investisseurs privés.

L'ANC doit dire haut et fort qu'il faut inverser cet urbanisme dévoyé par la spéculation foncière et immobilière, lui donner une nouvelle logique au service des citoyens, et que cela ne se fera pas sans le contrôle par un État démocratique et des Collectivités élues des terrains à bâtir, le financement de logements, commerces et bassins d'emploi en fonction des intérêts des citoyens, et non des investisseurs privés.

## 5/ Tourisme

Ne faut-il pas aussi s'interroger sur le tourisme actuel qui déplace des

millions d'hommes des pays industrialisés en avions crachant du CO2 vers des pays " du Sud ", plus ensoleillés, et dont la monnaie a un moindre pouvoir d'achat que les dollars ou euros des touristes ? Cet apport de " devises fortes " dans des pays ou régions touristiques y a pour contrepartie un désastre environnemental. Toutes les contrées vouées au seul développement du tourisme en font les frais, en France et dans le reste du monde.



Ainsi la Corse, promue " bronze-cul " de l'Europe sans développement agricole ou industriel notable, peuplée de 300 000 habitants, voit ses zones côtières submergées durant 4 mois par plus de 2 millions de touristes. Cela génère une spéculation immobilière effrénée, affairistes et délinquants se disputant les hectares de maquis sans valeur marchande devenus de véritables mines d'or en devenant constructibles.

L'essentiel des attentats, des crimes, la corruption des élus, en découlent.

Et les prix des logements dans les centres urbains et les nouvelles résidences qui fleurissent sont tels que les jeunes salariés insulaires ne peuvent y prétendre.

Le constat est identique en moindre sur les côtés de Provence ou du Languedoc.

Le PC qui, dès les années 1960, faisait campagne pour le " Vivre au pays " et contre le tout-tourisme, a trop souvent abandonné ces thèmes à d'autres, Verts ou Nationalistes, qui les dévient trop souvent dans un sens xénophobe ou libéral. Il n'est que temps pour les communistes et l'ANC de réinvestir ces terrains de luttes.

Le déferlement touristique et son corollaire la spéculation foncière ravagent chaque année de nouveaux pays à l'économie fragile, jusque-là protégés, Croatie, Albanie en Europe, Madagascar au large de l'Afrique, où abordent des fléaux comme le " tourisme sexuel ", déjà largement répandu sur certains rivages asiatiques.

Même à Cuba, qui a dû créer des zones touristiques pour contrer l'asphyxie économique créée par le blocus US, cette intrusion a développé la prostitution et l'inégalité sociale, malgré la maîtrise par l'État Socialiste de cette activité.



Pour l'instant, les flots touristiques ne sont le fait d'un pourcentage élevé de la population que dans quelques pays "occidentaux", France, Royaume Uni, Allemagne, USA, etc, et se traduisent déjà par une croissance démesurée du trafic aérien, et l'aménagement spéculatif des plages exotiques. Qu'en serait-il si les milliards de citoyens des nations asiatiques, africaines, ou sud-américaines accédaient dans des proportions identiques au même modèle vacancier ?

Durant des siècles, le voyageur allait découvrir une autre culture que la sienne, et s'en enrichir. Le touriste occidental aujourd'hui va trop souvent à des milliers de kilomètres pour y pratiquer le bronzage sur une plage qu'il eût pu trouver près de chez lui. Face aux dégâts environnementaux qu'il entraîne, les apports culturels de ce type de tourisme contemporain sont souvent proches de zéro, limités à l'affirmation vaniteuse.

Et nous avons FAIT tel pays, qui a de si belles plages, et une population si arriérée !"

Les croisières maritimes qui sont chaque saison PLUS nombreuses en sont l'exemple quasi-caricatural, avec leurs navires gigantesques, démesurés pour les ports qui les accueillent. Ainsi, le plus grand de tous, "Symphony of the Sea", construit à Saint Nazaire pour une

société transnationale, qui fait des circuits en Méditerranée occidentale, de Barcelone à Marseille, en passant par Rome, Pise, en coup de vent. Huit mille personnes, dont 2000 d'équipage, près de 3000 chambres sur 18 étages, et 360 mètres de long. Image frelatée de luxe pour "petites gens".



Il offre des prix à la semaine qui vont de 5400 euros à 28000 pour une suite. Certains des utilisateurs l'ont défini avec justesse " un mélange de Disney Land itinérant et de grand Centre commercial ". Ce monstre écologique qui brûle ses 270 tonnes de fuel par jour a bien du mal à se caser le long des quais inadaptés où il fait escale quelques heures, le temps pour des grappes affolées de croisiéristes de défiler du Vatican au Colisée, ou de réaliser LA photo où l'on soutient la Tour de Pise...

Ultime détail qui fait de ces croisières une excellente affaire



pour les organisateurs, le personnel recruté hors statut dans divers pays pour un service souvent épuisant touche 900 euros par mois....

Et s'il fallait une preuve supplémentaire que "l'économie touristique" actuelle n'est pas viable, la faillite récente catastrophique de compagnies aériennes et voyagistes (Aiglazur, Cook, etc.) l'apporte, avec des milliers d'emplois supprimés.

## **6/ Migrations**

Ne faut-il pas aussi s'interroger sans démagogie sur la nécessité de concilier protection de l'environnement et développement économique et social NECESSAIRE en France et ailleurs ?

Les pays d'Afrique sont aujourd'hui condamnés à la pauvreté de masse, à une émigration catastrophique par le sous-développement hérité de la colonisation et entretenu par l'Impérialisme. Leur seule issue est de construire une économie nationale, industrielle et agricole productive et génératrice d'emplois. De quel droit pourrait-on le leur interdire au nom de la protection de l'environnement mondial ?

Parce que nous sommes Communistes, nous continuerons à dénoncer le sort indigne fait par l'État français aux migrants, contraints de vivre dans la rue de Paris à Calais dans un pays qui compte autant de richesses à côté de tant de pauvreté.

Mais cela ne saurait nous entraîner à oublier que l'on ne quitte son pays que quand on y est contraint par la guerre ou l'absence d'emploi, que si le droit de se déplacer est un des Droits de l'Homme, plus important encore est de pouvoir vivre dignement dans son pays de son travail.

L'Impérialisme, y compris celui de la France, qui sème en Afrique et au Moyen Orient la pauvreté et les guerres, obligeant des millions d'hommes à émigrer, est criminel.

Le combattre est le premier objectif de l'ANC.

Écologie et Environnement sont des terrains de luttes essentiels, où l'ANC doit tenir toute sa place, alors que la démagogie macronienne devient envahissante sur ce terrain de lutte.

**Francis Arzalier**  
**Automne 2019**

## Les Brochures déjà publiées par l'ANC.

---

- 1/ « Histoire d'une déchéance »
- 2/ « Histoire française du suffrage universel »
- 3/ « Les Communistes et les religions »
- 4/ « PCF fin d'une histoire ou fin d'une dérive »
- 5/ « Migrations pour une approche communiste »
- 6/ « Europe sociale mythe ou possibilité ? »
- 7/ « Le franc CFA »

Vous pouvez les commander à :  
**ANC, 6 rue Leibniz 75018**, contre 5 € l'une  
(frais de port et impression compris)

---



### Bulletin d'adhésion

- Je rejoins l'ANC (cotisation, 1% du revenu mensuel, 40€ par an pour les sans-emploi)
- Je m'abonne aux 4 brochures annuelles soit 10€ (gratuit pour les adhérent-e-s).

Je verse .....

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

COURRIEL : .....

A retourner accompagné d'un chèque à ANC - 6, Rue Leibniz - 75018  
Paris

**Adhésion électronique :** <https://www.helloasso.com/associations/association-nationale-des-communistes/adhesions/adhesion-2018-anc-1>